

# “Nous devons faire face à une vraie dictature”

RDCongo Pour Olivier Kamitatu, Joseph Kabila multiplie les “forfaitures” pour se maintenir au pouvoir.

Entretien Hubert Leclercq

La République démocratique du Congo s'enfonce jour après jour dans une crise politique majeure, faute, notamment, du respect du calendrier électoral. Bilan : plus aucun élu, du président aux sénateurs en passant par les députés, ne dispose de la légitimité des urnes. La dernière tentative de mettre la majorité présidentielle et l'opposition autour d'une table des négociations, sous l'égide des évêques congolais, a tourné court. L'accord de la Saint-Sylvestre auquel ont abouti ces négociateurs n'a jamais été appliqué. Pire, les arrangements particuliers qui devaient permettre à cet accord d'exister vraiment ont, finalement, été signés la semaine dernière sans les évêques et avec une opposition remodelée pour les besoins de la majorité présidentielle.

Olivier Kamitatu, président de l'ARC et vice-président du G7 (plate-forme de sept partis politiques ayant quitté le pouvoir il y a 20 mois pour dénoncer la volonté de Joseph Kabila de conserver le pouvoir malgré les prescrits de la Constitution congolaise qui lui interdit de briguer un troisième mandat) veut encore croire qu'une négociation est possible pour aller “rapidement mais sans mascarade à des élections crédibles et apaisées”.

On a le sentiment, à la vue des derniers événements en RDC, que le Rassemblement de l'opposition que vous représentez est hors-jeu...

Non. L'opposition continue à porter et portera l'espoir de la population pour aller à des élections et vers une alternance démocratique. C'est notre objectif. Mais nous sommes conscients que

nous avons en face de nous une vraie dictature qui entend tout faire pour se maintenir au pouvoir.

**Vous espérez pouvoir revenir à la table des négociations ?**

Que la majorité le veuille ou non, il y a un accord qui a été signé le 31 décembre et qui dispose que Joseph Kabila ne peut briguer un troisième mandat, ne peut modifier la Constitution, ni organiser un référendum, et le tout est assorti de la résolution 2 348 des Nations unies. Il doit respecter l'accord de la Saint-Sylvestre, en finir avec ces basses manœuvres qui ne peuvent que faire exploser notre Congo. On veut donc revenir à la table des négociations pour aller aux élections dans les meilleures conditions possibles.

**Des élections encore cette année ?**

La seule élection encore possible est la présidentielle. Un premier trimestre est déjà passé depuis le 19 décembre et la fin du dernier mandat de Joseph Kabila, le président n'a cessé de louvoyer et c'est lui, et lui seul, qui porte aujourd'hui la responsabilité de cet éventuel report. L'enregistrement des électeurs en cours par la Ceni (Commission électorale nationale indépendante) est uniquement organisé à l'avantage des kabilistes. Le Conseil national du suivi de l'accord (CNSA) prévu dans l'accord de la Saint-Sylvestre doit permettre de contrôler le travail de la Ceni, c'est pour cela que Kabila ne veut pas que ce poste nous revienne. Nous voulons aller aux élections mais pas n'importe comment. Le Congo mérite mieux qu'un bourrage d'urnes orchestré par le pouvoir. Le peuple congolais doit pouvoir s'exprimer librement et choisir démocratiquement le candidat de son choix. La communauté internationale a aussi un rôle à jouer. Elle a investi plus de 20 milliards en 20 ans au Congo. Elle ne peut tout abandonner aux caprices d'un seul homme.

→ Retrouvez l'intégralité de l'entretien sur La Libre Afrique (<https://afrique.lalibre.be>)

**“La communauté internationale a investi plus de 20 milliards de dollars en 20 ans au Congo. Elle ne peut tout abandonner aux caprices d'un seul homme.”**

**Olivier Kamitatu**

Président de l'ARC et vice-président du G7.